

Topiques de la DSE pour les jours d'aujourd'hui

Les défis sociaux de la globalisation

ELENA LASIDA*

Je voudrais commencer par dire **d'où je parle**, pour situer ma parole, car on peut regarder de manière très différente et la globalisation et la DSE selon le lieu à partir duquel on en parle.

Je dirai alors que je parle **de la frontière**, c'est-à-dire d'un lieu « d'entre-deux », qui sépare et à la fois rassemble, lieu de différenciation et de rencontre. Et je signale surtout trois frontières qui marquent ma pensée :

- La **frontière géographique** : je suis originaire d'un petit pays de l'Amérique Latine, l'Uruguay, et je vis en France depuis déjà plusieurs années. Ma vision du monde et de la globalisation se construit à travers cette double appartenance au Sud et au Nord. La frontière entre le Sud et le Nord est une frontière que je traverse chaque jour même si je ne bouge pas.
- La **frontière disciplinaire** : je suis économiste de formation mais je me suis intéressée au dialogue entre l'économie et la théologie. Ma lecture de la DSE va donc être très marquée par le dialogue entre ces deux disciplines, qui constituent deux manières différentes de penser la réalité. Une expression de ce dialogue c'est mon livre « Le Goût de l'autre » que j'ai eu la chance de voir traduit en portugais (*O sentido do outro*).

* Institut catholique de Paris.

- La **frontière professionnelle** : j'enseigne à l'Université où je suis responsable d'un Master en économie solidaire et en développement durable, et je travaille également au service Justice et Paix de la Conférence épiscopale française, où je rencontre régulièrement des acteurs de terrain. Je suis donc confrontée au quotidien à la frontière entre la pensée et l'action, entre la théorie et la pratique. Encore une fois, mon approche de la DSE va être marquée par cette double expérience.

Voici donc les trois frontières à partir desquelles j'aborde le thème qui m'a été proposé : les défis socio-économiques de la globalisation à la lumière de la DSE.

Je vais présenter ma réflexion en trois temps :

- 1) je partirai de la DSE, pour caractériser cette référence majeure de la tradition chrétienne et identifier quelques grands principes qui peuvent nous aider à regarder le monde.
- 2) j'irai ensuite du côté du monde, pour caractériser l'époque que nous vivons actuellement et identifier trois sources principales de crise.
- 3) je croiserai enfin la lecture de la DSE avec le regard sur le monde en faisant appel à trois notions bibliques qui me semblent aider à relier les principes de la tradition chrétienne avec les enjeux du monde contemporain.

Ma thèse principale à travers ce bref parcours est la suivante : nous sommes aujourd'hui confrontés à des mutations majeures qui nous offrent une opportunité historique pour redéfinir le sens d'une « vie bonne », et les sagesse religieuses en général ainsi que la sagesse chrétienne en particulier, peuvent nous aider à en dessiner un nouvel imaginaire.

1) la DSE : quoi ? comment ? pour qui ? et quelques principes pour penser la globalisation

On appelle DSE le discours de l'Eglise sur la société. Personnellement je préfère utiliser l'expression *Pensée sociale de l'Eglise (PSE)*, car le mot *doctrine* peut faire croire qu'il s'agit d'un catalogue de principes à appliquer, ce qui n'est pas juste. Car s'il y a des principes dans ce *corpus*, ils apparaissent comme des repères pour scruter les signes des temps dans la réalité sociale et orienter l'agir humain. L'attention aux réalités humaines fait partie de l'Evangile et l'Eglise, à travers ce *corpus*, veut aider à discerner la manière dont Dieu se fait présent

dans l'histoire humaine. Le *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, publié en 2005 par le Conseil pontifical Justice et Paix, dit clairement que la DSE « est l'expression de la façon dont l'Eglise comprend la société et se situe à l'égard de ses structures et de ses mutations. ». On est bien dans le registre de la compréhension plutôt que dans celui de la prescription.

Trois aspects de ce corpus sont importants à signaler : le contenu, l'élaboration, et la destination.

Le **contenu** fait à la fois référence à la réflexion et à l'action. Or, ces deux dimensions sont autant le résultat que la source de la PSE. Il désigne le dynamisme de toute l'Eglise qui se condense dans des textes clés du magistère, lesquels entraînent à nouveau de la pensée et de l'action. Ces textes sont, en premier, les encycliques signées des papes : la première encyclique sociale revient à Léon XIII, publiée en 1891 sous le titre de *Rerum Novarum*. Elle fait écho aux problèmes sociaux générés par la révolution industrielle, et des inégalités apparues notamment entre patrons et ouvriers. Par la suite, de nouvelles encycliques sociales apparaissent à l'occasion des anniversaires successifs de *Rerum Novarum*. La dernière en date est *Caritas in Veritate*, publiée en 2009 par Benoît XVI. Mais, outre les encycliques, la PSE comprend une multitude de textes épiscopaux nationaux

L'**élaboration** de ce corpus de textes est marquée par sa construction permanente et collective. La PSE n'est pas un ensemble de documents qui figent la doctrine de l'Eglise une fois pour toutes : elle est une pensée qui évolue en permanence en fonction des défis historiques de chaque époque. Son discours est toujours très incarné et en lien avec le contexte historique. D'autre part, la PSE est le résultat d'une démarche d'élaboration collective et d'interaction entre les communautés chrétiennes locales et le pouvoir central universel. Elle est toujours le fruit d'un réseau de contributions multiples.

Cette pensée de l'Eglise, enfin, n'est pas **destinée** uniquement aux Chrétiens. Depuis Jean XXIII les encycliques sont adressées à tout homme de bonne volonté.

A partir de cette présentation générale, je rappelle quelques grands principes qui traversent la PSE et qui peuvent nous aider à penser les défis de la globalisation. Je les rassemble autour de trois représentations liées à la globalisation : la représentation du développement, celle du collectif, et celle de l'avenir.

- La **représentation du développement** dans la PSE peut être associée à trois principes majeurs :
 - le **développement intégral** : défini dans l'encyclique *Populorum Progressio* comme le développement « de tous les hommes et de tout l'homme » indique clairement que pour l'Eglise le développement

concerne toutes les dimensions de la vie humaine (physique, émotionnelle, relationnelle, ... et pas seulement la qualité de vie matérielle), et vise l'ensemble de l'humanité (on ne peut pas parler uniquement du développement d'un pays). On voit déjà là une différence par rapport à la notion classique de développement pensée uniquement en termes de « croissance » économique et associée à chaque pays séparément.

- la **destination universelle des biens** : qui établit selon la constitution *Gadium et Spes* que « Dieu a donné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples » : socle théologique faisant référence à la terre comme un don reçu de Dieu ; et que « les biens de la création doivent affluer équitablement entre les mains de tous » : une exigence éthico-sociale. La différence entre ce principe et la réalité actuelle du monde, marqué par une inégalité croissante et extrême, est ici énorme.
- **l'option préférentielle pour les pauvres** : cette expression qui vient de l'Amérique Latine a été pleinement intégrée à la PSE par Jean Paul II. Ce principe profondément évangélique, retrouve aujourd'hui avec le Pape François une force et un élan nouveaux. Dans son exhortation *Evangelii Gadium*, qui n'a pas le statut de « document social », on retrouve quand même une référence importante à des questions sociales et au rapport aux pauvres. François dit que les pauvres ne sont pas seulement à secourir mais à écouter car « ils ont beaucoup à nous enseigner ». Pour François, l'option pour les pauvres est une catégorie avant tout théologique : avec le pauvre c'est un visage de dieu qui se révèle ; mais également politique : « il faut attaquer les causes structurelles de la disparité sociale ».

Le développement dans la PSE est donc intégral et universel, il est fondé théologiquement et se traduit par une forte exigence politique en faveur de la justice sociale.

- La **représentation du collectif** renvoie également à trois principes majeurs :
 - Le **bien commun** : qui va être défini dans *Caritas in Veritate* comme le « bien de nous tous ». Il s'agit donc pas seulement des « biens » dont tous les humains ont besoin pour vivre (alimentation, logement, santé, ...) mais aussi est surtout du « bien de la communion »,

c'est-à-dire de ce qui nous fait tenir ensemble, de la qualité de ce qui nous relie. Toujours dans la même encyclique, le bien commun est défini comme la « voie politique de la charité », c'est-à-dire qu'il relève de la gestion du vivre ensemble et des moyens qu'une société se donne pour que l'attention à l'autre soit le critère principal d'organisation collective. Le bien commun pour l'Eglise ce n'est donc pas « l'intérêt général » car il ne se réduit pas à la somme des intérêts individuels mais il désigne plutôt le bien vivre ensemble.

- La **gouvernance mondiale** : exprimée à partir de *Populorum Progressio* en termes d'une nécessaire collaboration internationale pouvant conduire à une « autorité politique mondiale » comme souhaitée par Jean XXIII dans *Pacem in Terris*, qui décrit la nécessité de dépasser les blocages des relations entre les Etats en créant une autorité de compétence universelle. Principe d'une modernité frappante face au problème écologique actuel, dont on sait bien qu'il ne peut pas être résolu à échelle uniquement nationale et par des seuls rapports de force.
- Le **principe de subsidiarité** : qui recommande que les décisions soient prises au plus près des parties prenantes. Au moment où la globalisation est devenue un phénomène irréversible, ce principe appelle à chercher un nouvel équilibre entre local et global. Et encore une fois *Caritas in Veritate* rappelle que « l'articulation de l'autorité politique au niveau local, national et international est une des voies maîtresses pour parvenir à orienter la mondialisation économique ». La situation de la Grèce aujourd'hui dans le cadre européen constitue un bon exemple de la tension inhérente à ce principe mais aussi de sa pertinence pour chercher un juste équilibre entre souveraineté nationale et interdépendance régionale.

Le **collectif** dans la PSE relève donc des relations entre les parties (qu'elles soient des individus ou des nations) et de la communion tissée entre elles et pas seulement de leur agrégation. La société nationale et internationale se définit dès lors non seulement comme un rassemblement d'individus ou de pays mais plutôt comme une « communauté de destin ».

- La **représentation de l'avenir** : elle n'est pas associée à un principe précis de la PSE, mais elle la traverse d'un bout à l'autre autour d'une référence évangélique majeure qui est celle de **l'espérance**. L'avenir dans la PSE n'apparaît jamais comme un modèle politique ou économique à mettre en place. L'avenir est de l'ordre de « la

visée » : la visée, comme dirait Paul Ricoeur « d'une vie bonne, avec et pour les autres, dans des institutions justes ». Ainsi la dimension relationnelle et institutionnelle sont toutes les deux inhérentes à la visée éthique de la PSE. Mais l'avenir est toujours à construire, jamais pré-déterminé. L'avenir c'est comme la « terre promise » : on ne la connaît pas mais on croit qu'elle est porteuse d'un nouveau possible.

Je laisse maintenant de côté ces trois représentations (du développement, du collectif et de l'avenir) dessinées avec les principes de la PSE et je regarde maintenant le monde tel qu'il se présente à nous aujourd'hui.

2) La globalisation : trois dettes et un même défi

C'est une tâche difficile, voire impossible, que de vouloir décrire le monde en quelques mots. Le ressenti général est que le monde va mal et que la globalisation a servi à généraliser le mal plutôt que le bien. Je vais rentrer par la question économique, et je vais proposer une clé de lecture qui permet de voir l'interdépendance entre des problèmes qui sont souvent pris de manière séparée. Je vais parler de trois « dettes » différentes qui sont pourtant à relier pour percevoir le fond du problème. Je m'inspire ici de l'analyse faite par un économiste français, Patrick Viveret.

La première dette est celle dont on parle en permanence aujourd'hui : la **dette financière**, autant celle des Etats que celle des ménages. La crise appelée des *subprimes* déclenchée en 2008 a généré une escalade de turbulences qui a entraîné les économies développées dans une récession sans précédent, seulement comparable à la Grande Dépression des années 1930. Les Etats ont secouru le système bancaire menacé par la faillite généralisée : de ce fait la dette financière, publique et privée, est devenue le signe par excellence de la crise, avec des situations extrêmes comme le cas de la Grèce.

Or, la dette financière, pour être gérée doit être mise en relation avec deux autres dettes : la dette sociale et la dette écologique. Autrement, on introduit juste quelques pansements sans toucher le fond du problème. Et de fait, les plans d'austérité qui ont été mis en place partout, n'ont pas généré pour l'instant les résultats attendus en termes de reprise et de croissance. Si le médicament appliqué n'a pas été efficace, il faut peut-être revoir le diagnostic... Et c'est en ce sens que je pense qu'il faut analyser la dette financière autrement que comme un problème uniquement financier.

De fait, la monnaie n'est qu'une représentation symbolique de la richesse réelle. Et l'une des principales fonctions de la monnaie est celle de faciliter l'échange entre les biens et les services qui composent la richesse réelle. Or, les sources de toute richesse réelle sont la nature et les humains. Et c'est justement par rapport à la nature et par rapport aux humains qu'il y a une dette majeure : une dette écologique et une dette sociale.

Si on parle de **dette écologique** c'est parce qu'on a fait des emprunts à la nature qu'on n'a pas remboursés : la surexploitation des ressources naturelles que nos systèmes productivistes ont générée, n'ont pas permis à la nature de se renouveler. Les produits chimiques qu'on lui a injecté pour qu'elle soit plus productive, l'ont lessivée. La masse des déchets qu'on lui a ensuite demandé d'absorber, l'a étouffée. Nous avons une dette à l'égard de la nature, et de ce fait, à l'égard de nous-mêmes, car en réduisant la nature à un seul moyen de production, nous avons oublié l'interdépendance existentielle qu'il existe entre l'humain et la nature. En portant atteinte contre la nature, nous avons porté atteinte contre l'humain.

La dette écologique interroge donc nos modes de vie, et plus encore, le sens que nous donnons à la vie. Elle interroge notre manière de consommer, de produire, de nous déplacer, de construire nos maisons, d'habiter l'espace. Elle interroge notre rapport aux biens et notre rapport aux autres. Elle nous rappelle que l'économie n'est pas seulement un moyen de satisfaire nos besoins mais qu'elle est une manière de faire société ensemble. L'économie a une fonction majeure dans nos société qui est celle d'être un médiateur social : ce sont les échanges économiques qui véhiculent aujourd'hui la plupart de nos relations, de proximité comme avec le reste du monde. La consommation relie le consommateur avec celui qui a produit le bien qu'il achète, même s'il n'en est pas conscient. L'épargne relie l'épargnant à l'investisseur qui va pouvoir bénéficier de cette épargne. Le salaire relie l'employé avec l'employeur. L'économie suppose toujours une mise en relation entre deux acteurs différents. Elle produit donc de la richesse matérielle mais aussi de la richesse relationnelle. Le problème c'est que nous avons complètement oublié d'évaluer l'économie par sa rentabilité relationnelle. La dette écologique nous rappelle aujourd'hui cette vocation première de l'économie que nous avons complètement méprisée : elle est un moyen d'établir des liens avec les autres et avec la nature. Et ces liens sont aussi vitaux pour nous que le fait de pouvoir manger, nous habiller et nous loger.

Nous avons une dette à l'égard de la nature et à l'égard de l'humanité, car en plus ceux qui ont tiré profit de cette surexploitation de ressources naturelles

sont seulement une partie de la population mondiale : la population des pays développés. Mais la dégradation porte aujourd'hui atteinte aux équilibres de la planète toute entière, et de ce fait également aux populations qui n'en ont pas profité, ainsi qu'aux générations qui viendront vivre après nous sur cette notre terre.

Cette dette écologique est ainsi également une **dette sociale** à l'égard des populations plus pauvres et à l'égard des générations futures. Mais cette dette sociale répond également à une autre cause : le transfert d'une part considérable de la rémunération du travail vers la rémunération du capital, depuis les années 1980. On estime à 40 000 milliards de dollars le montant qui est passé en 30 ans de la poche des salariés vers celle des actionnaires pour l'ensemble des pays de l'OCDE (les pays plus riches). Ce transfert a contribué à faire augmenter l'inégalité entre les classes sociales, au même moment que la pauvreté au niveau absolu se réduisait : paradoxe de l'histoire ! Selon le dernier rapport d'OXFAM, 85 personnes dans le monde (les ultrariches) possèdent une fortune égale aux revenus de la moitié de la population mondiale (3,5 milliards de personnes). C'est la folie ! La dette financière est le reflet de cette dette sociale. Surtout quand on sait que dans plusieurs pays le système d'exonérations fiscales profite aux plus riches. Une double peine pour les uns et un double bénéfice pour les autres. Les plus riches ne payent pas d'impôts et avec ce surplus, ils peuvent prêter de l'argent, notamment aux Etats, et percevoir ainsi des intérêts. Les plus pauvres, sont les principales victimes des programmes d'austérité qui réduisent les prestations sociales : c'est eux qui payent directement et indirectement les conséquences de la crise.

Ainsi, la dette écologique et la dette sociale permettent de regarder autrement la dette financière. Il faut évidemment penser au remboursement de la dette financière mais en cherchant à réduire le déficit écologique et l'inégalité sociale. Des solutions économiques existent en ce sens, mais pour les mettre en application il faut commencer par reconnaître qu'aujourd'hui ce que la crise actuelle remet en cause ce n'est pas juste une question de fonctionnement qui pourrait être réglée avec un peu plus de régulation et de contrôle. Non, ce qui est aujourd'hui en cause c'est la conception de « vie bonne » qui est implicite dans le modèle de développement sur lequel nos sociétés d'après guerre se sont construites, et qui est devenu également la visée de vie bonne pour les pays plus pauvres. L'interdépendance entre la dette financière, écologique et sociale nous révèle justement le fondement du problème.

Et c'est pourquoi nous pouvons dire que cette crise est en fait une « chance » : une chance pour redéfinir d'une manière nouvelle ce que c'est une

« vie bonne », une chance pour retrouver des sources de bien-être qu'on a complètement oubliées comme la qualité relationnelle, le temps gratuit, le rapport à la nature, ... Et c'est à ce niveau que la spiritualité en général, et la tradition chrétienne en particulier, peuvent aider le monde actuel.

3) Construire un nouvel imaginaire de la « vie bonne »

Après ce détour par le monde, je reviens donc à la tradition chrétienne. Je reprends donc les principes évoqués de la PSE que j'avais présentés autour de trois représentations associées à la globalisation : celle du développement, celle du collectif et celle de l'avenir. Voilà trois représentations qui pourraient nous aider à construire un nouvel imaginaire de « vie bonne », un imaginaire qui permette de répondre de manière conjointe à la dette financière, écologique et sociale.

Je vais donc rapidement reprendre les trois représentations évoquées, en essayant d'identifier ce que chacune dit de la « vie bonne ». Et pour cela, je vais à chaque fois mobiliser un concept biblique, qui me semble pouvoir être mis en résonance avec chacune des représentations, et lui donner une signification particulière. On verra ainsi comment la question économique mondiale peut être revisitée par la PSE et le fondement biblique.

– La représentation du développement

Nous avons vu que le développement dans la PSE n'était pas associé à la seule croissance économique mais au déploiement de toutes les capacités de chaque être humain ainsi qu'à la qualité de la vie commune avec une visée claire de justice sociale. Cette représentation va tout à fait dans le sens de relier la dette financière à la dette écologique et à la dette sociale.

Or, dans la Bible, il y a une notion qui résonne fortement avec cette représentation du développement : c'est la notion de « création ». Le premier récit sur la création, dans le livre de la Genèse, dit qu'au début c'était le chaos et que tout était confondu. La création de Dieu consiste alors à séparer ce qui était confondu : la terre de la mer, le jour de la nuit, l'homme des animaux, ... pour établir entre ces choses des relations nouvelles. Chaque séparation est ainsi associée à la création d'un jour de la semaine. Ceci signifie que **la création dans la Bible, ne consiste pas à « fabriquer »** ce qui n'existait pas, mais à établir des relations nouvelles entre ce qui était confondu. Créer c'est transformer des relations de mort en relations de vie. La « création » biblique relève donc d'une dimension essentiellement « relationnelle » plutôt que matérielle.

On pourrait alors dire qu'une « vie bonne » est une vie qui fait place à la création, mais à la création conçue non seulement comme fabrication mais comme mise en relation, à la création mesurée non seulement en quantité de biens produits mais plutôt en qualité du vivre ensemble. La création biblique nous invite à **penser le développement non pas comme prospérité partagée mais comme bien vivre ensemble.**

– la représentation du collectif

Ensuite, la représentation du collectif dans la PSE apparaissait associée à la communion entre les personnes qui composent le collectif. Encore une fois c'est la dimension relationnelle qui est mise au centre.

Et dans la Bible il y a une autre notion qui est souvent utilisée pour parler de la relation, notamment de la relation entre Dieu et son peuple : c'est la notion « d'alliance ». Toujours dans le livre de la Genèse, il y a un récit très connu qui raconte l'une des premières expériences d'alliance. C'est l'alliance que Dieu fait avec Noë suite au déluge. Une alliance un peu « bizarre » car elle prend la forme d'une promesse : Dieu promet à Noë qu'il ne détruira plus jamais la terre avec un déluge, mais il ne demande rien en contrepartie à Noë. Or, à travers cette promesse, Dieu fait de l'homme un co-créateur. En s'engageant à ne plus détruire la terre, Dieu rend l'homme co-responsable avec Lui de la destinée de la terre. Ceci signifie que l'alliance c'est la relation qui s'établit quand chacun reconnaît l'autre comme créateur et lui fait confiance même s'il n'a aucune garantie pour le faire. L'alliance ce n'est pas un contrat où chacun se protège des risques que l'autre peut lui faire prendre. Non, l'alliance c'est au contraire, une manière de prendre des risques ensemble.

On pourrait alors dire qu'une « vie bonne » est celle où le collectif est construit sur des relations d'alliance. Le bien du collectif ne serait seulement l'intérêt général, mais la qualité des relations entre les personnes qui le composent. Le collectif ne serait perçu comme contrainte à l'autonomie individuelle mais au contraire comme ce qui permet à chacun de développer sa capacité créatrice. L'alliance biblique invite ainsi à **penser autrement l'autonomie, non pas comme indépendance mais plutôt comme interdépendance.**

– la représentation de l'avenir

Enfin, la représentation de l'avenir que nous avons associée à l'idée d'espérance, en ce sens d'un avenir qu'on espère meilleur mais qu'on ne connaît pas encore.

Cette idée de l'avenir peut-être associée à une troisième notion biblique : la notion de « promesse ». Comme la promesse que Dieu adresse à Abraham et qui met tout le peuple en marche vers la terre promise. Comme la promesse que Dieu adresse à Moïse, et qui le conduit à libérer le peuple qui se trouvait esclave en Egypte. Drôle de promesse qui conduit à chaque fois à l'exode, à l'exil, et à la traversée du désert. Sûrement parce que la promesse biblique nous dit clairement que ce qu'importe ce n'est pas tellement le but à atteindre mais la mise en marche vers un nouveau possible. Et se mettre en marche c'est accepter l'insécurité et l'incertitude, c'est risquer une perte. Mais c'est aussi la seule manière d'ouvrir l'horizon et de faire place au radicalement nouveau.

On pourrait alors dire qu'une « vie bonne » n'est pas tellement celle qui nous donne la sécurité de pouvoir garder nos acquis, mais plutôt celle qui nous met en marche vers un nouveau possible. La promesse biblique nous invite ainsi à penser autrement l'avenir, non pas comme prolongation du bien être actuel mais comme accueil de l'inattendu et engendrement du radicalement nouveau.

Voilà quelques pistes pour construire un nouvel imaginaire de la « vie bonne » : la crise actuelle nous offre ainsi une opportunité historique, celle de donner un sens nouveau à la vie commune, c'est-à-dire au développement, au collectif et à l'avenir. Ne ratons pas cette opportunité !

